

La permaculture comme projet politique et moral

Damien de Blic

Recensé : Laura Centemeri, *La Permaculture ou l'art de réhabiter*, Versailles, Éditions Quæ, « Sciences en questions », 2019, 148 p.

À rebours des présupposés qui voient dans la permaculture des pratiques cantonnées dans l'infiniment petit et l'ultralocal, dénuées de portée politique, l'ouvrage de Laura Centemeri montre qu'elles visent au contraire, par le renouveau des façons de cultiver et d'habiter, à transformer le monde social et politique.

Le succès de la permaculture est indéniable si on en juge par l'impossibilité d'ignorer aujourd'hui ce mot, par le nombre croissant de publications et de vidéos disponibles sur le sujet et par la démultiplication de l'offre de formation. Le contenu des pratiques associées à la permaculture reste pour autant énigmatique pour beaucoup. Le mystère de la pratique ne s'éclaircira pas à la lecture du livre de Laura Centemeri consacré à la permaculture, mais on y trouvera un éclairage précieux sur cet objet d'engouement, à travers son histoire, déroulée minutieusement et depuis un point de vue transnational, et grâce à une explicitation systématique des soubassements et des horizons politiques sur lesquels s'est construite et développée cette pratique.

La permaculture : un mouvement social et politique clivant plutôt qu'une éthique consensuelle

Ce livre développe une conférence-débat organisée par le groupe « Sciences en questions » de l'INRA d'Angers dans le cadre d'une interrogation collective sur le *care* environnemental. Que Laura Centemeri, auteure d'une recherche importante sur les mobilisations des habitants de la région de Seveso en vue de la reconnaissance et de la réparation de leur territoire après la catastrophe industrielle éponyme¹, se soit intéressée à des pratiques écologiques développant un « art de réhabiter » n'a rien pour surprendre. Mais pourquoi avoir abordé ces pratiques sous l'angle de l'histoire d'un *mouvement*, c'est-à-dire en insistant sur les acteurs qui les inventent, les mettent en œuvre et les diffusent, plus que sur les pratiques elles-mêmes ?

C'est que ces pratiques pourraient facilement être ramenées à un ensemble de manières de faire attentives à la durabilité des ressources naturelles, respectueuses de l'environnement et soucieuses du respect ou de l'accroissement de la biodiversité, autrement dit participant à une éthique écologique aujourd'hui très consensuelle. Une dimension consensuelle parfois revendiquée par les promoteurs de la permaculture eux-mêmes, lorsqu'ils cherchent à y rallier le plus grand nombre, en invitant par exemple à la constitution de collectifs fondés avant tout sur la pratique et

¹ L. Centemeri, *Ritorno a Seveso. Il danno ambientale, il suo riconoscimento, la sua riparazione*, Bruno Mondadori Editore, Milan, 2006.

l'expérimentation, et pouvant dès lors revendiquer leur apolitisme ou leur extériorité aux clivages partisans. C'est précisément pour s'opposer à cette lecture que Laura Centemeri propose de relire l'histoire de la permaculture comme celle d'un mouvement social, en l'inscrivant ainsi dans une « histoire de l'environnementalisme organisé » (p. 12), et en montrant comment, loin de se réduire à une boîte à outils, la permaculture engage une vision de la communauté, de la citoyenneté, de la solidarité et des échelles de l'action politique susceptibles de supporter un engagement collectif dans une véritable transition écologique. Pour ce faire, Laura Centemeri peut s'appuyer tout à la fois sur une investigation historique méticuleuse, sur l'exploration de l'espace théorique qui a nourri les pratiques permaculturelles – la bibliographie est d'une remarquable richesse – et sur une série d'enquêtes de terrain menées dans plusieurs pays et sur plusieurs continents (dans le cadre de ce livre, celles-ci ne sont cependant qu'évoquées).

L'ancrage territorial des formes politiques : le modèle du biorégionalisme

Les travaux antérieurs de Laura Centemeri sur la problématique de l'habiter dans des espaces abîmés lui permettent d'inscrire avec acuité la permaculture dans un espace plus large des mobilisations et des luttes écologiques, dont l'objet premier n'est pas la préservation de la « Nature », mais la qualité environnementale des espaces et des lieux de vie des personnes et des collectivités humaines. De façon très actuelle, ces luttes, lorsqu'elles adoptent de telles perspectives, les associent toujours à une reconnaissance des interdépendances écologiques, à une demande de justice sociale, ainsi qu'à une revendication d'émancipation, combinant des mots d'ordre souvent dissociés dans les traditions politiques occidentales. Ainsi, parmi les lignes de force qui structurent la vision et la pratique permaculturelles, l'une des premières est l'inspiration qu'elles ont trouvée dans le biorégionalisme états-unien et sa pensée des territoires comme association dynamique entre un milieu de vie présentant des caractéristiques communes (climat, sol, ressources en eau, etc.) et les formes institutionnelles conçues par les humains pour répondre à leurs besoins de subsistances. Or, si les biorégions offrent des modèles d'« habiter durable sur le long terme », ces modèles sont loin d'être simplement adaptatifs dans la mesure où ils sont d'emblée conçus comme invitant à une circulation et à un partage d'expériences et de connaissances favorisant la mise en place de coopérations et de solidarités à un niveau supralocal.

Dans le même temps, cet ancrage biorégional pose immédiatement la question d'une forme de politisation toujours possible, mais pour l'auteure à contresens de ces intuitions premières, à savoir la revendication identitaire sur la base de la localité, pouvant aller jusqu'à la xénophobie. Cette tentation, qui traverse comme une hantise toute l'histoire du mouvement permaculturel, est très bien pistée par l'auteure qui en fait un élément de problématisation de la politique permaculturelle. Elle explore ainsi la façon dont la permaculture a pu, récemment en Italie, faire l'objet d'appropriations dans le cadre du mouvement catholique d'« écologie intégrale », associant attention à la nature et mobilisations « pro-vie » ou plus généralement associées à une vision réactionnaire d'un ordre social naturalisé. Or, pour Laura Centemeri, tout l'intérêt politique de la vision permaculturelle repose précisément sur sa capacité à rendre possibles des formes globales d'émancipation et de résistance au système économique actuel, sans investir pour autant une vision réactionnaire du local, en affirmant ainsi « un autre lien possible au sol » (p. 22). Le livre insiste ainsi sur la façon dont une double attention aux modes d'habiter des territoires et à la création de solidarités à l'échelle suprarégionale, voire supranationale, habite la permaculture depuis ses débuts australiens dans les années 1970. Ces premières expérimentations, bien rappelées par l'auteure, ont en effet immédiatement affirmé une autonomie des communautés ne se réduisant jamais ni à une autarcie ni à une autosuffisance. L'un des avatars les plus récents de ce souci étant l'engagement de nombreuses communautés permaculturelles italiennes dans l'accueil des migrants.

Le souci de la coopération se traduit aussi par celui de la circulation des pratiques et des idées, rendue d'abord possible par la première formalisation des résultats obtenus par les deux expérimentateurs principaux, Bill Mollison et David Holmgren (*Permaculture One*, publié en

1978), puis par la création de périodiques, de cours structurés et par la mise en place de sites expérimentaux et démonstratifs. Le type de solidarité voulue par les promoteurs de la permaculture se concrétise dès les années 1980 par la construction d'un réseau transnational, construction sur laquelle insiste beaucoup Laura Centemeri. Ce réseau donne lui-même naissance à des rencontres internationales régulières qui prennent le nom de « Convergences ». De nombreux points saillants émergent de cette histoire, on en retiendra trois ici à titre d'exemples.

La permaculture au carrefour d'engagements pluriels : altermondialisme, villes en transition, lutte contre l'exclusion

Dans sa dimension transnationale, la permaculture a pu constituer une voie de sortie pour certains militants altermondialistes. Ces derniers, soumis au double risque de la répression violente et de l'épuisement, ont pu trouver avec la permaculture une manière de poursuivre leur engagement politique, tout en prenant soin d'eux-mêmes, de la terre et des autres. Cette histoire dans l'histoire laisse entrevoir le type d'opportunités politiques offertes par la permaculture.

Deuxième exemple de ces opportunités, la façon dont la question urbaine s'est imposée dans ces rencontres transnationales. On apprend ainsi qu'à travers la présence de Rob Hopkins dans ces congrès, une convergence forte s'est opérée entre la permaculture et le mouvement des *villes en transition* (dont Hopkins est le fondateur), le croisement s'étant opéré autour de la recherche de solutions, à l'échelle de la ville, pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles et en vue de créer des communautés urbaines résilientes.

Autre exemple enfin de reproblématisation dont se rend capable le mouvement permaculturel, c'est dans le cadre des Convergences qu'émerge l'idée d'une « permaculture sociale », pour laquelle il s'agit de faire évoluer les principes et méthodes de la permaculture en prêtant systématiquement attention aux différentes formes de discrimination et d'exclusion sociale. Cette perspective, marquée par l'approche intersectionnelle, se dégage notamment sous l'influence de Starhawk qui pose la question de l'accessibilité à toutes et tous des capacités d'innovation, qu'elle estime surestimée au sein d'un mouvement qui ne tient pas assez compte des déterminismes sociaux et des structures de pouvoir.

Des pratiques à visée transformatrice

À travers cette histoire transnationale, se dessine ainsi un mouvement que l'auteure qualifie de « mosaïque, fluide et non scalable » (p. 59). « Non scalable » veut signifier ici que la circulation des pratiques ne repose pas sur un modèle de réplification rigide mais sur des réinventions toujours adaptées au contexte². Forte de ce savoir sur la diffusion planétaire de la permaculture, Laura Centemeri peut évaluer les apports du mouvement permaculturel à l'émergence d'une société écologique ouverte, cette mise en perspective constituant une seconde ligne de force de l'ouvrage. L'auteure rappelle d'abord, et c'est un apport de l'enquête, que le mouvement s'est inspiré dès le début de philosophies politiques critiques, en particulier celles de Kropotkine et celle de Bookchin, et l'inscrivant d'emblée dans une perspective critique radicale. Laura Centemeri pointe également comment « l'art de réhabiter », qui est une façon de caractériser globalement l'approche permaculturelle, loin de se limiter à un « habiter à nouveau », voire de signifier un retour au passé, implique en fait l'engagement dans une action transformatrice.

Au cœur de cette action, le « design » apparaît comme un mot-clé et comme l'un des outils originaux façonnés par le mouvement. L'idée d'un activisme par le design vise d'abord la recherche de solutions pratiques, à la portée de tout le monde (nul besoin de disposer de connaissances

² Le terme de scalabilité (*scalability*) ainsi compris a été théorisé par Anna Tsing, dans son ouvrage *Le Champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017 (qui a fortement contribué à le populariser).

agronomiques préalables, par exemple), mais supposant une forme d'ingéniosité puisqu'il s'agit de « créer (ou de recréer) des *patterns* d'organisation et de fonctionnement bénéfiques pour les humains et les autres vivants tout en étant économe en énergie » (p. 66). Faire preuve d'ingéniosité, c'est par exemple s'efforcer de transformer des contraintes (l'orientation d'un terrain, ou sa pente par exemple) en opportunités (en termes d'énergie utilisable, etc.). Cette ingéniosité au service de nouvelles formes d'habiter, loin de concerner les seules aires cultivables, est d'ailleurs applicable aux espaces urbains, aux espaces de travail, et, plus généralement, à l'ensemble des espaces de la vie quotidienne. L'activité de design suppose donc une capacité humaine d'observation, de créativité et de conception³, autant d'outils puissants de changement social.

En regard de l'interrogation initiale sur la défection de l'action politique que pourrait nourrir l'expérimentation de solutions locales, Laura Centemeri convainc en montrant que l'action permaculturelle ne devrait jamais être détachée de l'action collective et de la construction de nouvelles institutions, bref d'un projet politique. En construisant des solutions aux besoins de subsistance des communautés humaines qui puissent assurer la pérennité écologique et sociale des milieux de vie, il s'agit bien de faire exister dans la réalité contemporaine des formes alternatives d'organisation sociale.

La présentation que Laura Centemeri propose du mouvement permaculturel, comme forme originale de « glocal », sa valorisation non réactionnaire du local, invite ainsi fortement à le faire figurer en première ligne d'une pensée en pleine effervescence des nouvelles échelles spatiales de l'action politiques⁴. On l'aura compris, ce livre court est d'une grande densité et ce compte rendu n'aura restitué que très partiellement l'ensemble des arguments qui s'y déploient (la question des modes subversifs d'attribution de valeurs par la permaculture mériterait un long développement). Qu'on l'aborde par intérêt pour l'écologie politique, pour les mouvements sociaux émergents, voire pour une sociologie politique du transnational, chaque lecteur trouvera dans cet ouvrage une somme de propositions, de références et d'invitations à penser.

Damien de Blic est maître de conférences en science politique à l'université Paris-8 Vincennes Saint-Denis.

Pour citer cet article :

Damien de Blic, « La permaculture comme projet politique et moral », *Métropolitiques*, 16 mars 2020. URL : <https://www.metropolitiques.eu/La-permaculture-comme-projet-politique-et-moral.html>.

³ C'est sur ce point que porte la critique interne portée par Starhawk évoquée plus haut.

⁴ Voir la recension par C. Gayet-Viaud (à paraître dans *Métropolitiques* le 23 mars 2020) de l'ouvrage de Bruno Latour, *Où atterrir ?* (Paris, La Découverte, 2017) ou l'hypothèse stimulante élaborée récemment par Laurent Jeanpierre d'une « repolitisation du local », à partir d'une série de mouvements sociaux ayant émergé en France récemment (*In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019).